



Lueurs dans la série des messages négatifs

Ces derniers mois, la presse regorge de messages négatifs: le Brexit va restreindre la croissance, Trump va mettre le monde sens dessus-dessous, la France pourrait devenir une nouvelle source de problèmes si Marine Le Pen remporte les élections et opte éventuellement pour un 'Frexit'... Autant de nouvelles qui angoissent l'investisseur et l'éloignent de tout investissement à risque. À juste titre?

La situation est plus nuancée que ne laissent supposer les gros titres des journaux. Remettons les choses en perspective.

Président Donald Trump

Il y a quelques semaines, ses déclarations concernant les manipulateurs monétaires (Chine, Japon et l'euro) et les voleurs d'emplois (Chinois et Mexicains) étaient légion. Mais son coup de téléphone à Taïwan a également hérissé les autorités chinoises. Taïwan est un état indépendant de facto qui, en raison de l'opposition de la Chine, n'est pas reconnu comme État par la majorité des pays (dont les USA). Avec son coup de téléphone, Trump voulait remettre en cause cet accord.

Chine

La collaboration américano-chinoise a reçu un coup de pouce après que Trump a déclaré que la Maison blanche soutenait la 'seule politique chinoise', où Pékin et non Taipei (capitale de Taïwan) est considérée comme l'unique siège du gouvernement en Chine.

Japon

Ce week-end, le président américain a souligné l'importance de l'alliance avec le Japon tout en citant la multitude de défis communs. La stratégie de sécurité nationale du Japon peut manifestement continuer à compter sur cette alliance et ce, à un moment-clé. En effet, Tokyo a actuellement de gros problèmes avec la Chine et les tensions en Mer de Chine orientale et méridionale demeurent élevées.

Cette newsletter (et les éventuels documents joints) est purement informative et ne peut en aucun cas être considérée comme une offre de produits ou de services financiers, bancaires, d'assurance ou de toute autre nature, ni comme un conseil en matière d'investissement.

Éditeur responsable: Belfius Banque SA, Boulevard Pachéco 44, 1000 Bruxelles - IBAN BE23 0529 0064 6991 - BIC GKCCBEBB - RPM Bruxelles TVA BE 0403.201.185 - N° FSMA 19649 A. Date de fin de rédaction: 17-02-2017.

Après 3 semaines de présidence, il est clair que Trump semble appliquer une politique étrangère plus traditionnelle, contrairement aux mots durs qu'il tenait il y a quelques semaines. Reste à attendre ses propositions concrètes sur un changement de la fiscalité, la régulation du secteur bancaire et les tarifs des importations. Espérons que son approche sera différente de ce que laissait présager sa campagne électorale.

Brexit

À ce sujet également, les propos se font plus nuancés. Alors que, jusqu'il y a peu, des termes tels que 'dur', 'sanctions', 'faire un exemple' étaient légion, nous avons assisté à un changement de ton la semaine dernière.

→ Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, appelle à ne pas mener les négociations sous le mot d'ordre 'to punish the British' (pour sanctionner les Britanniques).

→ Wolfgang Schäuble a également appelé la semaine dernière à une approche rationnelle, au profit de tous. Le ministre allemand des Finances, qui applique pourtant une approche dure, a même parlé du maintien du centre financier londonien, dans l'intérêt de tous les pays européens.

→ Et dans le camp britannique, les paroles se font également apaisantes. Dans son 'white paper', le gouvernement britannique écrit que les négociations sur l'immigration pourraient durer de nombreuses années compte tenu des contributions souhaitées par le gouvernement et les entreprises dans ce processus.

Le pragmatisme semble apparemment aussi de mise sur ce plan.

Brésil

Ce pays sort d'une forte dépression et est confronté à de sévères mesures d'assainissement dans le cadre de réformes structurelles:

- forte augmentation de l'âge de la pension
- gel des dépenses publiques en termes réels (elles ne peuvent augmenter qu'avec le taux d'inflation)
- ouverture du marché rigide du travail
- réforme de la fiscalité et de l'enseignement

La tâche est ardue, mais l'économie brésilienne devrait s'en porter mieux à terme. La preuve en est que les cours de la bourse et de la devise avaient déjà anticipé ces mesures en 2016, avec une hausse respective de 39% (bourse en peso local) et 21% (housse du peso par rapport au dollar américain). Entre-temps, la Chine se bat pour acheter des concessions brésiliennes pour des exploitations portuaires, aéroportuaires, routières et d'autres infrastructures. Des affaires prometteuses à terme...

Grèce

L'Europe, le Fonds monétaire international et le gouvernement grec sont en pleine négociation des réformes et économies structurelles (tout comme au Brésil, ils misent sur des réformes fiscales et des pensions). En dépit de la dureté des propos entre les diverses parties, nous lisons

entre les lignes qu'il existe une volonté d'arriver à un accord. La Grèce a largement réalisé son objectif fiscal pour 2016, avec un excédent budgétaire de 2,3% (et ce, avant le paiement des intérêts) par rapport au revenu national, tandis que l'objectif fixé était de 0,5%. Selon la Commission européenne, cet excédent grimperait même à 3,7% en 2018, moyennant la réalisation correcte des réformes convenues dans le plan d'aide de 91 milliards de dollars. Iannis Stournaras, le président de la banque centrale grecque appelle son pays à conclure d'urgence un accord avec ses créanciers, afin d'éviter de rompre à nouveau la spirale positive.

Pétrole

Il ressort des chiffres de janvier que tous les pays respectent les accords de production de novembre dernier, ce qui pousse les prix pétroliers aux alentours de 55 dollars/baril. Une aubaine pour l'industrie pétrolière sanctionnée ces dernières années sur les marchés d'actions.

Il est clair que l'Arabie Saoudite prend les commandes, certes dans son propre intérêt (durant les mois d'été, le robinet pétrolier va peut-être s'ouvrir davantage pour répondre à ses plus grands besoins en énergie). Mais il s'agit quand même d'un signal aux autres membres de l'OPEP les invitant à respecter également l'accord, ce qui pourrait stabiliser le marché pétrolier ces prochaines semaines. Avec une demande en hausse à terme, une plus grande bienveillance réciproque est de mise. De cette manière, il est parfaitement possible d'arriver à des prix dans une fourchette stable de 50 à 60 dollars en 2017, ce qui est une bonne nouvelle pour la croissance mondiale.

En conclusion

Nous distinguons quelques lueurs parmi les multiples nouvelles négatives. Dans notre webinaire portant sur les perspectives pour 2017, nous déclarions que l'incertitude politique pèse moins sur les marchés que les turbulences économiques. Nous savons toutefois que l'économie mondiale est sur le chemin de la croissance, dans quasi toutes les régions. C'est ce facteur qui orientera la bourse ces prochains mois. Quant à l'incertitude politique, il faut bien faire avec, tout comme nous devons relativiser la nervosité de certains discours.

Jan Vergote - Head of Investment Strategy

Belfius Banque & Assurances

Vous souhaitez de plus amples informations sur le sujet?

N'hésitez pas à nous appeler au
n°02 222 10 22.

Cette newsletter (et les éventuels documents joints) est purement informative et ne peut en aucun cas être considérée comme une offre de produits ou de services financiers, bancaires, d'assurance ou de toute autre nature, ni comme un conseil en matière d'investissement.

Éditeur responsable: Belfius Banque SA, Boulevard Pachéco 44, 1000 Bruxelles - IBAN BE23 0529 0064 6991 - BIC GKCCBEBB - RPM Bruxelles TVA BE 0403.201.185 - N° FSMA 19649 A. Date de fin de rédaction: 17-02-2017.